



Déclaration Liminaire de la CGT Educ'Action du Var au CSA – Départemental du 04 Février 2025

« Que tout change pour que rien ne change... » il y a deux mois, lors du précédent CSA du 22 novembre 2024, nous critiquions déjà la valse permanente des ministres à la tête de l'Éducation nationale, tous plus incapables les uns que les autres à répondre concrètement aux nombreux maux et défis de notre institution. Cette instabilité permanente depuis bientôt deux ans, met à mal la confiance restante des personnels en leurs hiérarchie et fragilise un peu plus nos institutions créant ainsi des uber-ministres, communicants en tout, spécialistes en rien.

Pour toute réponse à ce mal-être créé par la « tachycardie ministérielle », voici qu'Elisabeth Borne, seulement 6ème ministre du quinquennat, devient la nouvelle « challengeuse » et devra essayer de se cramponner à son siège le plus longtemps possible. Afin de poursuivre la politique néfaste menée depuis sept ans, sans tenir compte des sanctions électorales qui lui ont été infligées dans les urnes en juin et juillet derniers, puis avec la chute du gouvernement Barnier en décembre, le gouvernement marque sa volonté de poursuivre son dialogue de sourd en nommant « Madame 49.3 » à ce poste, en témoigne le mépris affiché à l'égard de nos deux collègues de Mayotte qui n'ont eu pour réponse à leur sollicitations que le dos et les talons de la ministre. Sitôt nommée, le ton est donné... et pour combien de temps ? Nous nous apprêtons à débattre des moyens attribués à nos établissements pour la rentrée 2025, alors même que le budget de l'État vient à peine d'être adopté... par 49-3 et que l'on commence à se demander si le fébrile gouvernement Bayrou verra le printemps.

Le succès de la forte mobilisation de la Fonction publique le 5 décembre dernier a permis l'abandon des trois jours de carence en cas d'arrêt maladie, ainsi que l'abandon de la suppression des 4000 postes dans l'Éducation nationale (alors que 3000 n'étaient déjà pas pourvus à la rentrée 2024 !). Si le « nouveau » gouvernement Bayrou, constitué uniquement que de « mammoths » de la politique politicienne, semble faire des concessions, nous ne sommes pas dupes de ses projets, portés une fois de plus vers une austérité qui ne dit pas son nom.

La communication ministérielle a beau se féliciter de ne supprimer aucun poste à la rentrée 2025, qui peut imaginer sincèrement que le premier degré, soi-disant « priorité » de l'ère Macron, ne va pas subir des suppressions de postes afin de nourrir les besoins pour les groupes de niveau au collège pour le Choc des savoirs et ses mesures, alors qu'elles sont pourtant rejetées massivement par les enseignants qui refusent le tri social qu'elles induisent. La CGT Éduc'action ne peut accepter une telle décision alors que les personnels manquent déjà cruellement dans les classes, c'est pourquoi nous continuons d'exiger des créations massives de postes dans tous les métiers de ce ministère, préalable à toute possible amélioration du Service public d'éducation qui est en train de prendre le chemin inquiétant de l'hôpital public, dans l'incapacité de soigner ses patients. Nous exigeons également l'abandon du Choc des savoirs, du Pacte et de toutes les contre-réformes imposées depuis sept ans, un changement radical d'orientation budgétaire et politique pour les Services publics et notamment celui d'Éducation. La CGT Éduc'action continuera à porter la contestation et travaillera à la construction du rapport de force indispensable pour que les revendications des personnels aboutissent rapidement.

C'est pour quoi, dans notre département, nous tenons tout d'abord à attirer votre attention, Monsieur le Dasen, sur le nombre insuffisant de postes annoncés dans le 1er degré. En effet, si l'annonce de 33 postes ouverts à la rentrée prochaine est positive, on ne peut s'en contenter et

nous ne cesserons de rappeler que notre académie reste la moins bien lotie de France. Présenter ces quelques miettes comme réponse à la pénurie ne permettra en rien de réduire l'écart avec la moyenne des dotations nationales concernant le P/E.

En ce qui concerne le second degré, on constate que 29 collèges varois perdent 36 classes et que même les établissements en zone sensible, qui devraient bénéficier d'un meilleur accompagnement, ne sont pas épargnés. On aurait pu espérer un statu quo par rapport à l'an dernier, pour mettre un peu d'huile dans les rouages d'une Education nationale de plus en plus grippée, et ce serait bien là le seul point positif du fameux « creux démographique », argument fallacieux, qui depuis bien longtemps, est utilisé afin de justifier des saignées budgétaires. La CGT Educ'action exige a minima des moyens constants face à la baisse démographique,

Pour les LGT et LPO, il y a certes un gain global de dotations mais qui est lié à une hausse globale des effectifs et qui n'entraînera nullement une amélioration des conditions de travail dans les classes puisque comme la CGT le dénonce depuis sa mise en place, le mode de calcul des DGH en vigueur impose pour avoir un financement complet de remplir les classes à leur maximum.

Enfin en lycée professionnel l'augmentation du nombre d'élèves s'accélère puisqu'elle est 3,27 fois plus importante que l'an dernier en revanche les dotations quant à elles ne sont que 1,32 fois plus importantes ce qui montre que les moyens accordés aux LP cette année sont relativement en régression par rapport à l'accroissement des effectifs. Cela ne va surement pas arranger la situation dans les LP Varois, qui est déjà difficile. En effet, lors du CSA de novembre La CGT vous avez alerté M. le DASEN sur la détérioration des conditions de travail dans les LP avec des classes surchargées dans de nombreux établissements notamment sur le niveau seconde et la mise en place d'une énième réforme qui désorganise l'année scolaire.